

# Rwanda : Emmanuel Macron s'invite à un colloque sur le génocide des Tutsis

Laurent Larcher

La Croix, 15 septembre 2023

**Le président français a reçu mercredi 13 septembre les intervenants d'un colloque international consacré au génocide des Tutsis. Une réception surprise pendant laquelle il a rappelé son implication dans l'élucidation du rôle de la France au Rwanda.**

Sans publicité, Emmanuel Macron a reçu mercredi 13 septembre, les intervenants du colloque international consacré au génocide perpétré contre les Tutsis organisé par Vincent Duclert, le président de la commission d'historiens qui a conclu aux « *responsabilités lourdes et accablantes de la France* » dans le dernier génocide du XX<sup>e</sup> siècle.

La réception surprise a eu lieu à l'hôtel de Marigny où Emmanuel Macron a improvisé un discours pour rendre hommage aux travaux de cette délégation conduite par le même Vincent Duclert. Et pour leur dire combien leurs recherches étaient

« *très importantes pour ce en quoi je crois, en une politique de reconnaissance* » de ce que la France a réellement fait dans son passé.

## **La France au Rwanda, un travail d'élucidation nécessaire**

Un travail d'élucidation qui permet « *un chemin possible avec le continent africain* », a-t-il précisé. Le rapport Duclert, la réconciliation entre Paris et Kigali qui l'a suivi, et ce colloque franco-rwandais sur le génocide des Tutsis – il s'est d'abord tenu à Kigali en 2022, puis à Paris cette semaine – sont « *la démonstration qu'il n'y a aucune fatalité dans l'histoire alors même que tout le monde nous disait il y a cinq ans, c'est impossible, n'ouvrez pas ce dossier, vous n'aurez que des ennuis* ».

Et d'insister sur ce point, révélant les avertissements qu'il a reçus de la part de son entourage, le mettant en garde contre « *une partie du système politique, du système diplomatique et militaire français. Il n'y a que des coups à prendre et de toute façon les Rwandais n'accepteront jamais de rentrer dans ce processus* ».

Autant d'allusions aux lobbys français qui défendent avec virulence le soutien apporté par l'exécutif de gauche comme de droite au président Habyarimana entre 1990 et 1994. Face à ces avertissements, « *vous avez démontré le contraire* », s'est-il réjoui, « *parce que nous avons collectivement mené une démarche qui était loyale, qui reposait sur l'histoire, et la vérité scientifique* », parce que « *nous avons été sincères* », parce que le « *président Kagame et un peu moi-même je l'es-père, nous avons pris nos risques sur la base de ce travail.* »

## **Une délégation d'universitaires et de diplomates connus pour avoir été des lanceurs d'alertes**

Au premier rang du parterre auquel s'est adressé Emmanuel Macron, se tenait le grand historien Jean-Pierre Chrétien, le premier à avoir établi que les Tutsis et les Hutus

n'étaient pas deux ethnies comme on l'entendait en 1994, mais deux catégories sociales « *racialisées* » par le colonisateur.

Autour de lui, de nombreux universitaires, et diplomates dont l'ambassadeur de France à Kigali, Antoine Anfré, connu pour avoir alerté dès le début des années 1990 – en pure perte – sa hiérarchie sur le caractère criminel du président Habyarimana. Le ministre de la justice du Rwanda était également là, soulignant l'intérêt de Kigali pour ce travail d'élucidation entrepris par l'Élysée et « *pour rappeler, sans le dire ouvertement* » que de nombreux Rwandais accusés d'être des génocidaires séjournent toujours en France dans la plus grande impunité, explique après coup un participant.

## **Un geste historique**

Rompant avec la position officielle de ses prédécesseurs, de François Mitterrand à François Hollande (à l'exception en demi-teinte de Nicolas Sarkozy), et des grands ministres des affaires étrangères de Roland Dumas à Laurent Fabius (à l'exception de Bernard Kouchner), Emmanuel Macron a été le premier président de la République à reconnaître, sur la base du rapport de la commission Duclert, « *l'ampleur des responsabilités* » de la France dans la tragédie rwandaise.